

L'an deux mille quinze et le vingt avril, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 20 AVRIL 2015**

**Date de convocation :** 13 avril 2015

**Affiché le :** 27 avril 2015

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 51

**Nombre de votants :** 60

**Nombre d'absents excusés :** 3

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : absent excusé et pouvoir Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – Pauline DREANO jusqu'à la délibération n°35-15 incluse - Jean-François SENAC – Caroline BALAS - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI jusqu'à la délibération n°45-15 incluse - Hervé DE LÉPINAU - Jeanne YVAN - Marie-Véronique THOMAS DE MALEVILLE – Julien AUBERT jusqu'à la délibération 59-15 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : pouvoir Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON - Bénédicte MARTIN jusqu'à la délibération n°39-15 incluse Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN - Pascal BOUREZ Suzette : absent excusé Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : Sabine SOL a donné pouvoir à Jean-Paul ANRES - Luc REYNARD a donné pouvoir à Nathalie REYNARD - Christine TRAMIER a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Agnès MOISSON – Karine GUEZ a donné pouvoir à Caroline BALAS - Alain DÉFOSSÉ a donné pouvoir à Hervé DE LÉPINAU - Eric UGHETTO a donné pouvoir à Dominique BODON - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Serge ANDRIEU - Pauline DREANO a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°36-15 - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Bernard CHARRASSE à partir de la délibération n°40-15 - Peggy BERTOLUCCI a donné pouvoir à Hélène CABASSY à partir de la délibération n°46-15.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Julien LANGARD - Jean-Alain MAZAS - Julien AUBERT à partir de la délibération n°60-15.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Nathalie REYNARD

**Délibération n°36-15**

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire –**

**Service connaissance et cartographie du territoire**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**

**Objet** : Demande de subvention de l'association « Centre régional de l'information géographique (CRIGE PACA) »

**Conseil de Communauté de la CoVe du 20 avril 2015**

**Délibération n°36-15**

**Direction du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire –**

**Service connaissance et cartographie du territoire**

**Direction des Ressources et des Moyens – Service Financier**

**Objet : Demande de subvention de l'association « Centre régional de l'information géographique (CRIGE PACA) »**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe,

Vu la délibération n°152-11, approuvant le Schéma Directeur pour le Développement de l'Information Géographique et Statistique,

Vu les conventions de mise à disposition du service Connaissance et Cartographie du Territoire de la CoVe avec ses communes membres,

Considérant l'intérêt que présentent les données mises à disposition par le Centre régional de l'information géographique dans le cadre des missions exercées par la CoVe et les communes membres,

Considérant l'intérêt de mutualiser l'acquisition des bases de données géographiques à l'échelle régionale,

Vu le projet de convention annuelle d'objectifs 2015 du Centre régional de l'information géographique en annexe,

Vu l'avis favorable de la commission Finances en date du 1<sup>er</sup> avril 2015,

Entendu le rapport du Vice-Président délégué à l'aménagement de l'espace et à l'habitat,

Conformément à l'article 14 du règlement intérieur du Conseil de Communauté, tout conseiller communautaire ayant un intérêt dans les affaires de l'association (qu'il en soit membre dirigeant, prestataire, fournisseur, etc.) est tenu d'en informer le Président de séance au plus tard lorsque l'ordre du jour du Conseil appellera l'affaire en question ; il devra alors s'abstenir de toute manifestation, d'émettre un avis, de participer au débat et de prendre part au vote.

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Article 1 :** APPROUVE la convention d'objectifs du Centre régional de l'information géographique annexée à la présente délibération, moyennant le versement par la CoVe d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 6 125 €.

**Article 2 :** PRÉCISE que les crédits correspondant à cette subvention sont inscrits à l'article 6281 du Budget Principal.

**Article 3 :** AUTORISE le Président à signer tous actes aux effets ci-dessus.

Transmis en Préfecture le : **27 AVR. 2015**

Publication par affichage le : **27 AVR. 2015**

Exécutoire le : **27 AVR. 2015**

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

*Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015*

## **CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS AVEC UNE ASSOCIATION**

### **CONVENTION POUR L'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre

La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux CS 30085 84203 Carpentras Cedex, représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, dûment autorisé par une délibération du Conseil de Communauté en date du 20 avril 2015

et désignée sous le terme « la CoVe » d'une part,

et

Le Centre Régional de l'Information Géographique (CRIGE) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dont le siège social est situé à Aix-en-Provence, représentée par le Président du Directoire dûment habilité par les statuts de l'association,

Et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

N° SIRET : 450 675 772 00039

Il est convenu ce qui suit :

#### **Préambule**

Le Crige est une association de la loi 1901 qui assure des missions de service public. Ses statuts, association à directoire avec conseil de surveillance, rapprochent son fonctionnement de celui d'une agence publique. Elle est "gouvernée" par des membres fondateurs (État et région), et associés (Départements).

Cofinancé dans les contrats de plan par la Région et l'État entre 2003 et 2006, rejoints par les départements sur la période 2007-2014, le Crige est identifié dans la stratégie régionale 2015-2020, comme un outil permettant d'alimenter des observatoires et schémas locaux et comme un des principaux leviers du développement des usages du numérique.

Comme la CoVe, l'ensemble des EPCI de la région sont bénéficiaires de cette structure. Associés au programme de travail du Crige pour les 5 années à venir, ils ont confirmé leur intérêt pour ses travaux et ont exprimé des attentes croissantes en nouveaux services. C'est pourquoi, le Crige propose de les associer à son financement afin qu'ils deviennent des acteurs à part entière de la politique géomatique régionale, et contribuent à ce que le Crige puisse poursuivre son activité et répondre de façon optimale à leurs besoins actuels et futurs.

*Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015*

Considérant que depuis la création de son système d'informations géographiques, la CoVe a recours au CRIGE pour obtenir des bases de données de référence (cadastre, bases IGN, bases métiers...), pour bénéficier de son expertise technique et juridique sur l'ensemble des sujets traités au niveau national, régional ou local.

Considérant que le programme d'actions ci-après présenté par l'association participe au bon fonctionnement et au développement du système d'information géographique mis à disposition des services communautaires et communaux via son portail cartographique.

### **Article 1<sup>er</sup>** – Objet de la convention

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations mentionnées au préambule, le programme d'actions figurant à l'annexe II, laquelle fait partie intégrante de la convention.

En complément de ce programme d'actions de portée régionale, l'association s'engage :

- à mettre à disposition de la CoVe les données du plan et de la matrice cadastrale au millésime 2014 sur la totalité des communes qui composent la métropole,
- à mettre à disposition de la CoVe les référentiels et les données métiers produites sur son territoire par des organismes tiers et référencées sur son géoportail,
- à apporter un appui technique à la mise en œuvre de la Directive INSPIRE (catalogage, normalisation, qualification, diffusion) et à l'ouverture des données publiques,
- à communiquer aux services de la CoVe les résultats des travaux et productions issus des pôles métiers,
- à faire bénéficier les services de la CoVe d'une veille technique sur l'actualité géomatique locale, nationale et européenne.

Dans ce cadre, la CoVe contribue financièrement à ce service.

### **Article 2** – Durée de la convention

La présente convention est établie pour une période commençant à la date de sa signature par les deux parties et s'achevant au 31 décembre 2015.

### **Article 3** – Conditions de détermination du coût de l'action

Le coût total estimé éligible du programme d'actions sur la durée de la convention est évalué à 865 000 €, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe I.

Les coûts totaux estimés éligibles annuels du programme d'actions sont fixés à l'annexe I. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.

Le budget prévisionnel du programme d'actions indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de la CoVe, établis en conformité avec les règles définies ci-après, et l'ensemble des produits affectés.

Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du programme d'actions conformément au dossier de demande de subvention présenté par l'association. Ils comprennent notamment :

- tous les coûts qui :
  - sont liés à l'objet du programme d'actions et sont évalués en annexe I ;
  - sont nécessaires à la réalisation du programme d'actions ;
  - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
  - sont engendrés pendant le temps de la réalisation du programme d'actions ;
  - sont dépensés par « l'association » ;
  - sont identifiables et contrôlables ;

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles susmentionné ne doit pas affecter la réalisation du programme d'action et ne doit pas être substantielle.

Lors de la mise en œuvre du programme d'actions, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation à la baisse de son (ses) budget(s) prévisionnel(s) à la condition que cette adaptation n'affecte pas la réalisation du programme d'actions et qu'elle ne soit pas substantielle au regard du coût total estimé éligible visé par le présent article.

L'association devra notifier ces modifications à la CoVe par écrit dès qu'elle peut les évaluer.

#### **Article 4** – Conditions de détermination de la contribution financière

La CoVe contribue financièrement pour un montant prévisionnel forfaitaire de 6 125 Euros.

Cette contribution financière de la CoVe n'est applicable que sous réserve du respect par l'association des obligations mentionnées aux articles 1<sup>er</sup>, 6, 7 et 8, sans préjudice de l'application de l'article 12 ;

#### **Article 5** – Modalités de versement de la contribution financière

La CoVe versera 6 125 Euros à la notification de la convention.

La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués au compte 11315

Code guichet 00001

Clé RIB : 08004455154 35

L'ordonnateur de la dépense est la CoVe.

Le comptable assignataire est le Trésorier de la CoVe.

#### **Article 6** – Justificatifs

L'association s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif du programme d'actions comprenant les éléments mentionnés à l'annexe II et définis d'un commun accord entre la CoVe et l'association. Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée ;

- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L. 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel ;
- le rapport d'activité.

#### **Article 7** – Autres engagements

L'association soit communique sans délai à la CoVe la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

L'association s'engage à faire figurer de manière lisible le soutien financier de la CoVe dans tous les documents produits dans le cadre de la convention.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par l'association, pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 8** – Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la CoVe, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. La CoVe en informe l'association par lettre recommandée avec accusé de réception.



### **Article 9** – Evaluation

L'association s'engage à fournir, au moins trois mois avant le terme de la convention, un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions dans les conditions précisées en annexe II de la présente convention.

La CoVe procédera, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur le plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, sur impact du programme d'actions au regard de l'intérêt intercommunal.

### **Article 10** – Contrôle de la part de la CoVe

La CoVe contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du service.

La CoVe peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par la CoVe, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

### **Article 11** – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10.

### **Article 12** – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la CoVe et l'association. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

### **Article 13** – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

**Article 14** – Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait, en 2 exemplaires, à Carpentras, le

Pour le CRIGE PACA  
Le Président du Directoire

Pour la CoVe  
Le Président

Alain CHARTIER

Francis ADOLPHE



## ANNEXE I :

## CRIGE-PACA - Budget prévisionnel de fonctionnement 2015

6/02/2015

## Répartition par action

DEPENSES	865 000
appui politiques ADT	275 000
numérisation des DU	44 500
suivi OCSOL et MOS	24 000
observation foncier économique	10 000
BDO équipements publics	37 000
cadastre	9 000
BD réseaux	56 500
BD desserte forestière	8 500
obs. Régional des risques majeurs	4 000
valorisation BDLitto3D	30 000
expérimentation BD TOPAGE	4 000
BD Adresse Ouverte Officielle	43 500
plan climat-air-énergie	4 000
expertise technique	160 500
appui INSPIRE	50 000
appui Open Data	54 000
hot-line plateforme de données	40 500
appui groupements de commande	16 000
coordination	94 500
appui SIG départementaux/EPCI	29 000
relations niveau national	25 000
animation réseaux	40 500
géoportail	79 000
administration	36 500
développements	42 500
support/services	61 000
collecte données	27 000
recette et qualification	20 000
formation	14 000
gestion/administration/SI	180 000
communication	15 000
RECETTES	749 803
Etat - SGAR	175 000
Région	400 000
Département 04	4 214
Département 05	3 668
Département 06	15 000
Département 13	45 228
Département 83	29 120
Département 84	14 448
EPCI	63 125
CRIGE	115 197

## Répartition par poste de dépenses

DEPENSES	865 000
locaux	48 900
frais généraux	73 000
maintenance	13 000
déplacements	21 000
réception/communication	15 000
honoraires/prestations	37 100
salaires	311 300
taxes/impôts	48 100
charges patronales	184 800
charges salariales	89 800
amortissements	15 000
provisions	8 000
RECETTES	865 000
Etat - SGAR	175 000
Région	400 000
Département 04	4 214
Département 05	3 668
Département 06	15 000
Département 13	45 228
Département 83	29 120
Département 84	14 448
CoVe	6 125
Autres EPCI	57 000
CRIGE	115 197

ANNEXE II :



# PROGRAMME DE TRAVAIL 2015

## Propositions

(7/01/2015)

Technopole de l'Environnement Arbois-Méditerranée  
Domaine du Petit Arbois – Avenue Louis Philibert - Bâtiment Martel  
BP 10019 13545 Aix-en-Provence Cedex 4

*Acquitté en PREFECTURE le 27/04/2015*

## APPUI AUX POLITIQUES D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/Contenu
<p>Numérisation des DU en vue de la constitution d'une base de données régionale harmonisée ouverte</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Convention cadre DREAL-Région (2008).</li> <li>- Convention d'application DREAL-Région-CRIGE (2013).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ <a href="#">Suivi du marché de numérisation sur les Bouches-du-Rhône.</a></li> <li>☒ <a href="#">Recette des données.</a></li> <li>☒ Animation du comité de pilotage du projet (collectivités, DDTM, agences d'urbanisme, DREAL, Région).</li> <li>☒ <a href="#">Réalisation de l'état des lieux sur le département du Var.</a></li> <li>☒ <a href="#">Réalisation de l'état des lieux sur le département des Alpes-Maritimes.</a></li> <li>☒ Appui au dispositif d'actualisation de la base départementale dans le Vaucluse (en lien avec les communes et les EPCI).</li> <li>☒ Suivi des travaux dans le cadre du GT DOCURBA du pôle métier Urbanisme.</li> <li>☒ Tests de remontée des données dans le GPU (géoportail de l'urbanisme).</li> </ul>
<p>Suivi MOS (mode d'occupation des sols) et OCSOL régionale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositif Région (2010).</li> <li>- Convention DREAL-Région-CRIGE (2012).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Sensibilisation et accompagnement des porteurs de projets éligibles au dispositif de soutien de la Région.</li> <li>☒ Accompagnement des démarches de MOS (AUDAT, AURA, NCA, DLVA,...).</li> <li>☒ <a href="#">Suivi du marché pour la production d'un fichier régional et de fichiers d'évolution sur la période 2006-2013.</a></li> <li>☒ <a href="#">Recette et intégration des livrables.</a></li> <li>☒ <a href="#">Rédaction d'une notice d'utilisation.</a></li> <li>☒ <a href="#">Promotion des données auprès des usagers.</a></li> </ul>
<p><a href="#">Observation du foncier économique</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ <a href="#">Mise en place et animation d'un groupe de travail sur la définition des données utiles à l'alimentation d'un observatoire régional du foncier économique.</a></li> <li>☒ <a href="#">Définition d'une méthode pour la production d'une BD régionale harmonisée des ZAE.</a></li> </ul>
<p><a href="#">Base de données ouverte sur les équipements publics</a></p> <p>Accord-cadre de partenariat CRIGE-IGN (2013)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ <a href="#">Réactivation du groupe de travail EQUIPCO du pôle Urbanisme (définition d'une nomenclature régionale).</a></li> <li>☒ <a href="#">Développement de projets pilotes de co-production sur trois secteurs de la région dans l'objectif de définir le modèle technique, organisationnel et économique de généralisation du projet au territoire régional.</a></li> </ul>
<p>Cadastre</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protocoles départementaux d'échanges de données (DDFIP, Région, Préfecture de département, Département, CRIGE - 2009-2014).</li> <li>- Convention Région/INRA/DREAL/CETE/CRIGE sur le foncier (reconduite en 2015).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Collecte et recette du millésime 2013 du plan auprès des 6 DDFIP signataires du protocole-cadre de diffusion.</li> <li>☒ Mise en forme et intégration des données du plan et de la matrice dans le Géoportail régional.</li> <li>☒ Gestion de la diffusion des données auprès des bénéficiaires.</li> <li>☒ Organisation de journées d'informations dans le cadre de la convention Région/INRA/DREAL/CETE/CRIGE sur le foncier.</li> <li>☒ Séances de formation aux collectivités.</li> <li>☒ Suivi et accompagnement des acteurs locaux pour la mise en place de la RPCU.</li> </ul>



## APPUI AUX POLITIQUES D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/Contenu
Base de données des réseaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Animation du pôle métier Télécoms.</li> <li>☒ Mise en place d'un réseau régional des gestionnaires de réseaux.</li> <li>☒ Négociations pour la récupération et la diffusion de données sur les réseaux (signature de conventions).</li> <li>☒ Appui à la mise en place des standards sur la production des données sur les réseaux.</li> <li>☒ Administration, promotion et extension du portail AVENIR.</li> </ul>
Base de données desserte forestière - Accord-cadre de partenariat CRIGE-IGN (2013) - Partenariat CRIGE - Communes forestières	<p>Mise en œuvre d'une démarche d'appariement des données locales avec les référentiels de l'Institut sur un ou deux départements tests en collaboration avec les producteurs locaux (ONF, CRPF, PONT, SDIS, DDTM).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Organisation de la remontée des données.</li> <li>☒ Tests de l'outil d'appariement webpart.</li> <li>☒ Rapport sur la faisabilité technique et économique du projet.</li> </ul>
Pôle métier Risques (alimentation de l'observatoire régional des risques majeurs) Convention CRIGE – Région (2014)	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Activation du pôle métier risques majeurs (sur la base de l'étude de faisabilité réalisée en 2014).</li> <li>☒ Inscription des travaux du pôle dans le cadre de la mise en place de l'observatoire régional sur les risques majeurs (ORRM) co-piloté par la DREAL et la Région.</li> <li>☒ Poursuite de l'alimentation du Géoportail régional en données sur les risques.</li> <li>☒ Renforcement du partenariat avec le pôle de compétitivité Risques.</li> </ul>
Base de données hydrographique régionale (BD TOPAGE) Accord-cadre de partenariat CRIGE-IGN (2013)	<p>Production expérimentale de la BD TOPAGE sur une zone test de la région.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Précision du modèle d'appariement avec les acteurs locaux (groupe de travail GMA du pôle Eau-Environnement).</li> <li>☒ Co-production des données appariées (avec l'IGN, l'ONEMA, une DDT et l'IGN).</li> <li>☒ Faisabilité du déploiement du dispositif sur le territoire régional.</li> </ul>
Base de données Adresse Nationale Ouverte (BANO) Accord-cadre de partenariat CRIGE-IGN (2013)	<p>Production expérimentale de la BANO sur des zones test de la région (zones urbaines et rurales).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Co-production des données appariées (IGN, OSM, La Poste, DGFiP).</li> <li>☒ Animation du dispositif de collecte des données.</li> <li>☒ Test d'outils d'appariement.</li> <li>☒ Faisabilité du déploiement du dispositif sur la région.</li> </ul>
Appui à la mise en œuvre du plan Climat-Air-Energie	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Appui à l'animation du pôle métier Climat-Air.</li> <li>☒ Organisation de formations à l'usage des données climatiques en partenariat avec METEO France.</li> </ul>

## APPUI AUX POLITIQUES D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/Contenu
Valorisation de la base de données Litto3D	<ul style="list-style-type: none"><li>☒ Animation d'un club des utilisateurs de litto3D en Région</li><li>☒ Intégration dans le géoportail régional d'une rubrique spécifique consacrée à la valorisation de la BD</li><li>☒ Développement de tutoriaux en ligne</li><li>☒ Rédaction d'une valise de formation</li><li>☒ Mise en place d'actions de promotion auprès des usagers potentiels en PACA (communes littorales, pôle Mer, bureaux d'études spécialisés...).</li></ul>

## EXPERTISE TECHNIQUE (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/Contenu
INSPIRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Poursuite des développements pour l'activation de flux de données (rapportage INSPIRE).</li> <li>☒ Articulation entre les outils des producteurs (catalogues, portails) et le géoportail régional.</li> <li>☒ Sensibilisation aux modèles de données INSPIRE.</li> <li>☒ Veille sur la mise en œuvre.</li> <li>☒ Information des producteurs (journées techniques).</li> </ul>
Open data	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Sensibilisation des acteurs locaux à l'ouverture des données (portage de projets à base d'OD – voir supra).</li> <li>☒ Valorisation de l'expertise interne sur l'open data au niveau national et européen.</li> <li>☒ Veille.</li> <li>☒ Information des acteurs locaux (BANO Tour, journées techniques,...).</li> </ul>
<b>Plateforme de données</b> - Marché IGN - Marchés d'acquisition d'orthos HR	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Diffusion en ligne des référentiels de la PFAR.</li> <li>☒ Prestations à façon (prévues dans les marchés).</li> <li>☒ Instruction des demandes d'accès pour les données sécurisées.</li> <li>☒ Relations avec les producteurs (recette et intégration des données).</li> <li>☒ Relations utilisateurs (hot-line, suivi des usages, journées d'information...).</li> </ul>
<b>Appui groupements de commande</b> - Marché IGN - Marchés d'acquisition d'orthos HR - Marchés MOS	Prise en charge du volet technique des groupements de commande de données : <ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Rédaction des CCTP des marchés d'acquisition.</li> <li>☒ Relations avec les fournisseurs.</li> <li>☒ Recette des données.</li> </ul>

## COORDINATION (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/Contenu
Appui SIG locaux (Départements, EPCI, autres acteurs locaux)	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Appui à la mise en œuvre des dispositifs locaux.</li> <li>☒ Participation au COPIL des SIT des PNR.</li> <li>☒ Participation aux COPIL BD HyDRA et ParcellASP.</li> <li>☒ Participation au COPIL Urbansimul.</li> <li>☒ Appui aux consultants en charge de la rédaction de CCTP (volets organisation et coordination avec les outils existants).</li> <li>☒ Appui au choix de solutions techniques.</li> <li>☒ Gestion de l'articulation entre les SIG locaux et le Géoportail régional.</li> <li>☒ Collecte des besoins et attentes des usagers.</li> </ul>
Relations niveaux national	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Participation à la gouvernance de l'Afigéo (vice-présidence de l'association depuis mai 2014).</li> <li>☒ Participation à la définition et à la mise en œuvre des travaux de l'Afigéo (animation du pôle Usages).</li> <li>☒ Membre du groupe de travail national OGC-Open data (Afigéo).</li> <li>☒ Participation aux travaux du CNIG (commission Animation Territoriale).</li> <li>☒ Membre du groupe de travail national OCSOL HR (MEDEE-CEREMA).</li> <li>☒ Membre du groupe de travail Gouvernance du Géoportail de l'Urbanisme (MEEDE-CEREMA).</li> <li>☒ Membre du comité de programmation des rencontres nationales DECRYPTAGEO.</li> <li>☒ Participation à l'AVICCA.</li> </ul>
Animation de réseaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ <a href="#">Animation du réseau national des CRIGEs (Afigéo).</a></li> <li>☒ Animation du réseau régional géomatique (comité technique consultatif du CRIGE).</li> <li>☒ Coordination des réseaux des géomaticiens départementaux (Var, Vaucluse, Alpes 04-05, Bouches-du-Rhône).</li> <li>☒ Coordination des pôles métiers. Pilotage des rencontres des animateurs de pôles (RAP).</li> <li>☒ Animation du pôle métier Urbanisme.</li> <li>☒ <a href="#">Animation du pôle métier Risques.</a></li> <li>☒ Animation du "club utilisateurs" des données OCSOL en PACA.</li> </ul>



## GEOPORTAIL (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/C contenu
Administration	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Gestion des inscriptions.</li> <li>☒ Gestion du catalogue des données (intégration des métadonnées).</li> <li>☒ Gestion de l'entrepôt des référentiels et données métiers.</li> <li>☒ Gestion des droits d'accès aux données sécurisées.</li> <li>☒ Suivi des commandes de données volumineuses, copie et diffusion des données sur support physique.</li> <li>☒ Gestion du volet éditorial du site (dépôt de documents, gestion des annuaires).</li> <li>☒ Mise à jour des composants de l'application cartographique.</li> <li>☒ Suivi du marché avec l'hébergeur.</li> </ul>
Développements	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Développements des interfaces avec les portails locaux et nationaux.</li> <li>☒ Développements de scripts d'extraction de données de suivi de l'activité du portail (à façon).</li> <li>☒ Développement de scripts pour l'organisation d'événements (suivi de l'évènement).</li> <li>☒ <a href="#">Développements d'un service de cartographie en ligne.</a></li> <li>☒ <a href="#">Implémentation et tests de services de remontée de données géolocalisées.</a></li> <li>☒ <a href="#">Rédaction du cahier des charges pour la réalisation et la maintenance d'un géoportail ouvert.</a></li> </ul>

## SUPPORT – SERVICES (missions récurrentes – nouvelles missions)

Projets	Mesures/Contenu
Collecte des données des producteurs locaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Appui à la saisie des métadonnées.</li> <li>☒ Qualification des métadonnées.</li> <li>☒ Appui sur les modalités de diffusion (licences, droits d'usages, sécurisation,...).</li> <li>☒ Mise en place du dispositif de diffusion (flux, données brutes, entreposage,...).</li> </ul>
<a href="#">Recette et qualification des données</a>	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ <a href="#">Appui à l'implémentation des modèles et standards de données.</a></li> <li>☒ <a href="#">Contrôle qualité des données.</a></li> </ul>
Formation à l'usage des données	<ul style="list-style-type: none"> <li>☒ Organisation de journées d'information sur l'usage des référentiels HR et des données métiers.</li> <li>☒ <a href="#">Organisation de sessions de formation à l'usage des données métiers (programme, logistique, recherche d'intervenants).</a></li> <li>☒ <a href="#">Développements de tutoriels à destination des usagers.</a></li> </ul>